

## *Forums d'Echanges et de Dialogue Citoyens – Elus Locaux*

De manière spécifique, il s'est agi de traduire concrètement la volonté de dialogue des élus locaux nouvellement installés avec les ANE de leurs localités respectives pour leur participation dans la définition des politiques et des stratégies de développement à travers la mise en place de cadres de concertation formalisés et opérationnels.

### **Les Résultats attendus de l'activité sont :**

- Les ambitions et engagements des nouveaux Elus locaux de chaque région durant leur mandat sont largement vulgarisés, discutés et publiés.
- Chaque région dispose d'un cadre formalisé de concertation ANE –Elus locaux;
- Un dispositif de suivi et d'évaluation est formalisé et mis en place au niveau de chaque région.
- La posture de « sentinelle vigilante » des Acteurs Non Etatiques est reconnue par les parties prenantes.
- Les antennes régionales des ANE sont plus actives dans le plaidoyer en faveur de la bonne gouvernance locale.

L'approche méthodologique de mise en œuvre a privilégié la valorisation des compétences et expériences développées par les organisations membres de la Plate-forme et en s'appuyant sur les Antennes régionales qui ont une bonne connaissance des réalités locales et ont même enclenché une dynamique de dialogue politique et social à l'échelle régionale.

Ainsi, en rapport avec l'UGP, la Plate-forme a mis en place une « task force » composée de quatre organisations ayant un avantage comparatif certain dans ce domaine, qui ont porté le programme et veillé à son bon déroulement.

Ces quatre (4) organisations sont:

- 1. L'IAADDEP**
- 2. Le CLC/DPE**
- 3. Le CRD/Forum Kocc – Enda Diapol**
- 4. Le CONGAD**

Après un travail intense la task force, en collaboration avec les antennes régionales, a déroulé sur le terrain une série de 14 forums régionaux de Dialogue avec les élus locaux. Ces 14 forums régionaux ont été ponctués par une Forum National qui a réuni plus d'une centaine d'acteurs non étatiques et d'élus locaux, venus de l'ensemble des 14 régions du Sénégal pour la Synthèse des travaux.





**Chaque forum régional a eu à élaborer une déclaration, de même que le Forum National a débouché sur une Déclaration devant marquer les engagements mutuels Elus /ANE :**

---

## DECLARATION FORUM NATIONAL SUR LE DIALOGUE CITOYEN ENTRE LES ELUS LOCAUX, LES ANE ET L'ADMINISTRATION

Réunis en forum national à la Maison de la culture Dousta Seck le *vendredi 31 Juillet 2009* « *jour anniversaire de la Plate-forme des acteurs non étatiques* », sous la présidence du Ministre Délégué Chargé de la Décentralisation et des collectivités locales, les ANE, les Elus locaux, les services déconcentrés, autour du thème : *Dialogue citoyen entre tous les acteurs du développement local*,

Considérant, que le contexte national appelle à la mobilisation de toutes les énergies autour d'une approche consensuelle pour une prise en charge concertée des aspirations des populations,

Considérant, que le dialogue est à la fois une vertu, une nécessité et un outil pour la mise en cohérence des interventions des différents acteurs du développement local,

Considérant, les conclusions issues des 14 fora régionaux,

Considérant, la disponibilité et l'engagement du Ministre Délégué Chargé de la Décentralisation et des collectivités locales à s'approprier les conclusions du forum et à aider à les traduire en actes,

### RECOMMANDENT :

- La mise en place d'un dispositif de suivi des conclusions du forum national,
- La mise en place de cadres de concertation inclusifs et fonctionnels,
- Le suivi à tous les niveaux,
- A tous les acteurs de saisir cette opportunité offerte par la disponibilité du Ministre Délégué Chargé de la Décentralisation et des collectivités locales pour rendre efficient le dialogue citoyen.

**DONNENT MANDAT** à la Plate-forme nationale des acteurs non étatiques de prendre toutes les dispositions utiles pour la mise en œuvre des conclusions du forum national

Fait, à Dakar le 31 Juillet 2009

---

*Déclaration du Forum de la Région de Dakar*

---

Le forum régional de Dakar pour un dialogue citoyen vivant et durable, tenu les 06 et 07 juillet 2009 au Ravin de Guédiawaye, a réuni tous les ANE et les élus locaux de la région de Dakar. Ce cadre, dans son essence, constitue un premier lieu d'échanges entre les acteurs du développement local sur la bonne gouvernance et la participation citoyenne à l'action publique.

Ces assises ont été riches en enseignements et expériences relatés par les différents participants.

Le forum a noté avec satisfaction :

La participation pleine et entière des maires de communes d'arrondissement ou de leur représentant

La présence effective des représentants des 4 antennes départementales ANE de Dakar

L'engagement et la volonté manifestes des acteurs attestant de la richesse et de l'objectivité des échanges

La convergence de vue entre élus locaux et acteurs non étatiques sur les objectifs fondamentaux de la décentralisation

Ainsi, les participants ont posé des jalons importants par rapport aux relations d'un type nouveau devant exister entre les élus locaux et les acteurs non étatiques pour un dialogue citoyen fécond et durable au profit des populations

En outre les échanges ont permis de noter :

1- Sur les axes et thématiques du dialogue citoyen

Que la satisfaction des besoins des populations dans les divers domaines doit être leur principale finalité

2- Sur les cadres de concertation entre élus locaux et citoyens à mettre en place

Que quatre niveaux sont identifiés :

- le quartier ou le village
- la communauté rurale
- la commune
- la région

3- Sur les mécanismes de suivi et les conditions de pérennisation des cadres de concertation

Que les éléments suivants sont importants pour asseoir ce processus :

- la mise en place de comité de suivi
- la définition d'un plan de suivi
- l'élaboration d'un calendrier
- la production régulière de rapports de suivi

**Fait à Dakar le 8 juillet 2009.**

## *Déclaration du Forum de la Région de Kolda*

---

Pour le renforcement du dialogue entre Elus, citoyens et administration, un forum régional s'est tenu les 13 et 14 Juillet 2009 à l'hôtel Hobbe de Kolda

- Considérant les enjeux du développement local à travers le processus de décentralisation,
- Considérant les difficultés d'un dialogue fructueux entre élus, administration et ANE,
- Considérant qu'il ne peut y avoir de développement local sans participation large des citoyens de l'ensemble des acteurs,
- Considérant que les cadres de concertation sont un moyen efficace d'instaurer le dialogue et la confiance entre acteurs

### **Le Forum de Kolda :**

- S'engage à la nécessaire mise en place de cadre de concertation au niveau de chaque collectivité locale.
- Recommande l'élaboration et le suivi du budget de manière participative.

**Fait à Kolda le 14 juillet 2009**

Nous, participantes et participants du forum régional sur le renforcement du dialogue entre ANE, Administration et élus locaux tenu les 14 et 15 Juillet en partenariat avec l'unité de gestion du programme d'appui aux acteurs non étatiques.

Ayant à cœur l'implication incontournable des acteurs au développement à travers la participation citoyenne.

**Considérant** la nécessité de permettre aux citoyennes et aux citoyens ; à l'administration et aux élus de mieux comprendre la notion d' ANE, leurs missions et les mécanismes de la participation au développement et au dialogue en vue d'instaurer un partenariat local fort et durable.

**Adhérent** à l'Accord de Cotonou dont le rôle dévolu aux ANE est la mise en œuvre et l'élaboration des stratégies de coopération dans les pays ACP.

**Jugeant** l'implication faible des ANE dans la gestion des collectivités locales.

**Notant** une participation accrue des élus locaux, Maires, PCR, Administration et ANE gage d'un engagement et d'une volonté manifeste au dialogue entre acteurs.

**Déclarons :**

- Qu'il est nécessaire d'instaurer un dialogue permanent entre ANE ; élus locaux et Administration.
- D'informer et de sensibiliser sur les notions qui sous tendent la décentralisation et la bonne gouvernance
- De renforcer le rôle et la participation des ANE dans la consolidation du processus de décentralisation
- De mettre en œuvre le processus de budget participatif dans les collectivités locales de la nouvelle région de Kaffrine
- D'encourager la bonne gouvernance locale au sein des collectivités locales de la Région de Kaffrine
- D'élaborer un plan d'action de renforcement des capacités des différents acteurs ANE, élus locaux et Administration
- Mettre en place la Plateforme Régionale de Kaffrine des ANE
- Mettre en place un cadre de concertation entre acteurs de développement afin d'harmoniser les différentes interventions des partenaires
- Mettre en place un comité de suivi qui se chargera d'évaluer les différentes recommandations issues du forum et de produire les rapports

**Fait à Kaffrine le 15 juillet 2009**

Nous, Acteurs Non Etatiques, Elus Locaux et Administration de la Région de Thiès, réunis le 15 juillet 2009 au CNEPS, dans le cadre du Forum Régional sur le Dialogue Citoyen sous la présidence de Monsieur le Gouverneur de la Région de Thiès ;

- Considérant que les dispositions de la Loi sur la Décentralisation ont pour finalité d'impulser, de coordonner et de mettre en œuvre les actions de développement local ;
- Considérant que le citoyen est au début et à la fin de toute action de développement ;
- Conscients des dysfonctionnements relatifs à l'application des textes ;
- Convaincus que le dialogue est un puissant outil pour asseoir l'entente, la cohésion et la participation de tous les acteurs pour le seul intérêt de la collectivité ;
- Convaincus que le respect des principes de la bonne gouvernance est devenu une exigence ;
- Convaincus de la nécessité de mettre en place des cadres de concertation fonctionnels avec des mécanismes de suivi ;

Nous engageons à :

- Créer, développer et pérenniser un dialogue franc et fécond entre tous les acteurs ;
- Mettre en place des cadres de concertation à tous les niveaux (local, communal, régional).

**Fait à Thiès le 15 juillet 2009**



Dans le cadre du Forum de Sédhiou tenu à l'Hôtel de Ville les 15 et 16 juillet 2009 pour contribuer à l'instauration d'une démocratie de participation, d'information et de formation des citoyens en vue de poser des prédispositions favorables à la poursuite du renforcement du dialogue entre les citoyens, l'administration, les élus locaux, et les familles des acteurs du forum fortes de leurs potentialités spécifiques se mobilisent.

**Considérant** que les ANE (Acteurs Non Etatiques) de Sédhiou sont riches de diverses expériences et de ressources et qu'ils ont une ferme volonté, une forte détermination à les réinvestir pour l'atteinte de l'objectif général du programme d'appui au programme de bonne gouvernance politique, économique et sociale.

**Considérant** la volonté des autorités politiques se traduisant par la mise en œuvre des deux programmes majeurs : le PNDL (Programme National de développement Local) et le PNBG (Programme National de Bonne Gouvernance) constituant le socle sur lequel repose le DSRP (Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté).

**Considérant** que les défis et les enjeux du développement local dans la nouvelle région demandent une bonne articulation des politiques et programmes et une mutualisation des ressources dans le but de promouvoir la coproduction pour l'atteinte des résultats qualitatifs.

La Plate Forme des ANE, les Collectivités locales et l'Administration à la fin des deux jours d'échange sur le thème : « La coproduction pour la mise en œuvre du développement local »

**S'engagent :**

- A œuvrer à côté de l'ARD (Agence Régionale de Développement) pour la matérialisation des actes issus des journées de dialogue entre les citoyens, l'administration et les élus locaux ;
- A renforcer le processus de concertation en cours pour l'harmonisation des interventions dans les collectivités locales ;
- A travailler ensemble pour faire de la région de Sédhiou un havre de paix et de prospérité pour le bien des populations.

**Fait à Sédhiou le 16 juillet 2009**

## *Déclaration du Forum de la Région de Tambacounda*

---

Les Acteurs Non Etatiques, les élus locaux et l'administration de la région, dans le cadre du forum régional sur le renforcement du dialogue citoyen organisé les 17 et 18 juillet 2009 à Tambacounda, se sont concertés, ont procédé à une analyse approfondie et critique de la problématique du dialogue citoyen durable et se sont engagés à mettre en œuvre les conclusions du présent forum.

A cet effet, les parties prenantes :

- Considérant que le grand défi pour le Sénégal en général et la région de Tambacounda en particulier est un défi d'ordre politique et organisationnel qu'il convient nécessairement de régler par la concertation et le débat d'idées entre les familles d'acteurs qui composent la société de développement.
- Considérant le contexte actuel que traverse notre région caractérisée par une insuffisante valorisation des ressources humaines et des potentielles naturelles dont elle dispose, une crise financière et économique mondiale qui n'épargne aucun secteur, l'insuffisance des ressources affectées par l'Etat aux collectivités locales pour financer le développement local ;
- Considérant que l'accès à l'information publique étant un droit pour le citoyen, la communication correcte devient un devoir pour les institutions. Les décideurs, au sens large, doivent désormais comprendre que l'information des populations n'est pas uniquement de nature à leur permettre d'exercer un contrôle, mais aussi et surtout de participer activement au processus de développement économique et social ;
- Convaincus de la nécessité de renforcer l'efficacité et la légitimité de l'action publique en vue d'améliorer la qualité des prestations des administrations décentralisées et déconcentrées ;
- Persuadés de la nécessité de bâtir de nouveaux rapports entre les parties prenantes du dialogue citoyen sur la base d'une approche inclusive et participative au service exclusif du développement, de l'approfondissement de la démocratie, de la lutte contre la pauvreté en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations ;
- Convaincus que des défis nous interpellent et nous exhortent à une plus forte mobilisation, une meilleure organisation de nos rapports pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le document de stratégie de réduction de la pauvreté (D.S.R.P) et la stratégie de croissance accélérée (SCA) ;

**Exhortent** l'ensemble des acteurs à la création des conditions d'une véritable participation des populations au dialogue citoyen par notamment :

- Une formalisation d'un cadre de concertation et de dialogue entre les différents acteurs de la décentralisation ;
- Un processus participatif d'élaboration des décisions et de gestion des projets et programmes ;
- L'élaboration des budgets participatifs qui sont un outil d'apprentissage de la citoyenneté et d'une participation active des acteurs ;
- La bonne gouvernance ;
- Le renforcement de capacités des acteurs.

Pour cela ils ont mis en place un comité regroupant les différents acteurs, chargé du suivi des conclusions du présent forum en vue de mettre sur pied un cadre de concertation, aux différents niveaux (région, commune, communauté rurale), qui aura la vocation d'être une structure de réflexion ; de communication, d'échange et de développement des synergies.

Ce cadre sera chargé d'organiser, de coordonner et d'harmoniser les interventions en direction des populations ; mais aussi de baliser les fiches pour mieux lutter contre les déséquilibres. Il regroupera en plus des acteurs non étatiques, les élus locaux, l'administration déconcentrée, la diaspora qui participe activement à la lutte contre la pauvreté des populations de la Région de Tambacounda.

Ce cadre de concertation sera doté de quatre organes :

- Un organe consultatif chargé de faciliter les convergences et de susciter la réflexion sur les politiques ;
- Un comité scientifique chargé de donner des avis idoines sur des problématiques dont la technique requiert la compétence de spécialistes ;
- Un organe exécutif chargé de la mise en œuvre des activités définies dans les axes thématiques ;
- Un comité de suivi chargé de vérifier l'état d'application des décisions retenues et de l'évaluation des résultats.

Les élus locaux et les Acteurs Non Etatiques ont aussi exprimé toute leur gratitude et leurs remerciements aux autorités administratives, le Gouverneur de la région, son adjoint chargé de l'administration et son adjoint chargé du développement pour leur mobilisation, leur engagement dans les travaux deux jours durant.

Enfin, Acteurs Non Etatiques, Elus locaux et Administration, après avoir réitéré leur engagement et leur disponibilité pour un partenariat sincère et loyal recommandent :

- Une mise en œuvre rigoureuse des conclusions de ce présent forum ;
- Le respect strict des engagements pour un dialogue citoyen durable ;
- Le respect des textes en vigueur par tous.

**Fait à Tambacounda ce 18 Juillet 2009**

## *Déclaration du forum de la Région de Louga*

---

Les acteurs non étatiques que nous sommes, élus locaux, administrateurs de la Région de Louga sommes rencontrés au Centre Culturel Régional de Louga les vendredi 17 et samedi 18 juillet 2009 en forum régional sur le dialogue citoyen sous la présidence du Gouverneur de Région.

CONSIDERANT les objectifs de la décentralisation qui sont entre autres la coordination, la mise en œuvre des actions de développement et leur impulsion ;

CONSIDERANT les manquements et insuffisances relatifs à la mise en œuvre des textes sur la décentralisation ;

CONSIDERANT que le citoyen doit être un agent de développement ;

CONSIDERANT que le dialogue demeure un outil inégalable pour instaurer la cohésion et l'implication de tous les acteurs au service du développement de la collectivité ;

CONSCIENTS de l'importance du respect du principe de la bonne gouvernance et la nécessité de mettre en place des cadres de concertation efficaces jusqu'au suivi

NOUS NOUS ENGAGEONS A :

- Œuvrer pour un plaidoyer en vue d'instaurer, d'impulser et d'institutionnaliser un dialogue réel et fertile entre tous les acteurs ;
- Mettre en place et animer les cadres de concertation à tous les échelons (quartier, village, communauté rurale, commune, département, région) et veiller à leur articulation du sommet à la base ;

**Fait à Louga le 18 juillet 2009**

## *Déclaration du Forum de la Région de Saint Louis*

---

Le forum régional de Saint Louis, axé sur le Renforcement du Dialogue Citoyen entre l'Administration, les Elus locaux et les ANE s'est tenu les 20 et 21 juillet 2009 à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (CCIA), sous la présidence du Gouverneur de la Région et en présence du représentant du Président du Conseil Régional de Saint-Louis.

Le forum a accueilli plus d'une centaine de participants (107), dont les Elus locaux, les Acteurs Non Etatiques et les représentants de l'administration, des personnes ressources et des consultants.

A l'issue du forum, les participants ont approuvé la pertinence du thème de la rencontre axé sur le dialogue citoyen.

Pour marquer leur adhésion à la dynamique enclenchée, les participants :

### **Ont salué :**

1. La pertinence des interventions
2. Les acquis de la décentralisation (les populations se sentent concernées dans la gestion des collectivités locales).

### **Ont remarqué :**

1. La faiblesse des moyens des collectivités locales ;
2. La faiblesse de la capacité des élus locaux à la mobilisation des moyens ;
3. L'insuffisance de dialogue entre acteurs ;
4. Le manque ou la faiblesse de l'expertise locale dans les prévisions budgétaires, pouvant ainsi constituer des obstacles ;
5. L'infime frange des bénéficiaires (populations locales) de l'impact des programmes d'appui ;
6. La méconnaissance des populations sur les lois et règlements appliqués dans leur collectivité locale.

### **S'engagent :**

1. A instaurer un dialogue citoyen franc pour prendre en charge les préoccupations des populations avec plus d'efficacité ;
2. A poursuivre la démarche pour la mise en place d'un Cadre de Concertation inclusif, représentatif et participatif des ANE de la Région de Saint-Louis.

### **Donnent mandat :**

A la plate forme régionale des acteurs non étatiques pour le suivi de la mise en place du cadre décidé par les différents participants.

**Fait à Saint-Louis le 21 juillet 2009**

A l'issue du forum organisé les 21 et 22 juillet 2009 à l'Hôtel de Région de Diourbel par l'Antenne Régionale de la Plate forme des Acteurs Non Etatiques pour le suivi de l'accord de Cotonou, nous représentants des Elus locaux, de l'administration et des Acteurs Non Etatiques :

- *Considérant les accords de Cotonou ;*
- *Considérant la décision FED/2004/16952 initiant le programme d'appui au programme National de bonne Gouvernance à travers le 9<sup>ème</sup> FED ;*
- *Considérant la mise en place de la plate forme des ANE ;*
- *Considérant le déficit de dialogue dans le processus de développement ;*
- *Considérant la non prise en charge totale des préoccupations de la population à la base ;*
- *Considérant les difficultés d'harmonisation des différentes interventions ;*
- *Considérant les exigences d'une promotion effective de la bonne gouvernance, du contrôle citoyen de l'action publique, de la démocratie et soucieux du respect des engagements pris devant les populations ;*
- *Considérant l'implication de plusieurs acteurs de la société civile dans le développement local ;*
- *Considérant les productions des différents ateliers du forum du 21 et 22 juillet 2009 ;*
- *Réaffirmant notre attachement aux idéaux de paix, de démocratie, de gestion de transparence des affaires locales, de développement local participatif et d'équité ;*

### **Nous engageons**

- A mettre en place des cadres formalisés, opérationnels de concertation et de dialogue citoyen, vivant et durable entre les acteurs non étatiques, Elus locaux et l'Administration au niveau régional, communal et rural ;
- A mettre en place des mécanismes de suivi et de pérennisation.

***Fait à Diourbel, le 22 juillet 2009***

**Considérant** que pendant deux jours durant, Elus locaux, Acteurs non étatiques et les populations en conclave à la grande salle de spectacle du CDEPS de Kédougou ont essayé d'impulser un dialogue citoyen fécond et profond.

**Considérant** qu'un dialogue franc « sincère et permanent » entre élus locaux, acteurs non étatiques, autorités administratives est un vœu profond et rallonge le besoin de vie paisible dans la toute nouvelle région de Kédougou.

**Soutenons** que les élus locaux de toutes obédiences confondues, les organisations de la société civile, les représentants des organisations syndicales ainsi que les acteurs du secteur privé Veulent traduire en acte concret la gestion citoyenne des affaires locales, pour l'élu local, par un exercice de rendre compte.

**Considérant** que cet exercice de gestion participative doit impacter dans le processus décisionnel, il y a nécessité de rencontrer les aspirations des populations. Aujourd'hui la nécessité de « vigilance » et « d'esprit critique » s'impose, ainsi nous devons passer d'une « logique de projet » à une « logique de cohérence ».

**Considérant** « le contexte d'insuffisance criarde de valorisation de la ressource humaine, des richesses naturelles de la région, la faiblesse des ressources financières allouées aux collectivités locales ».

**Considérant** que : « la promotion d'une plus grande participation citoyenne dans les politiques au sein du cadre partenarial entre tous les acteurs, le respect scrupuleux des textes mis en vigueur, sans oublier la mise en œuvre des mécanismes du budget participatif, la transparence, l'égalité et l'équité dans le fonctionnement et la gestion des collectivités locales ».

**Considérant** les problèmes de leadership, le manque de communication, de concertation et de collaboration qui minent les organisations de la société civile au niveau régional en recherche de légitimité de représentativité pour conduire des actions collectives en vue de défendre les intérêts communs des populations.

**Recommandons** la définition d'un agenda social annuel par les autorités administratives en concertation avec les acteurs non étatiques et les élus locaux pour l'élaboration de politique de développement qui accorde toute son importance à la lutte contre la pauvreté par la valorisation de l'agriculture et du monde rural dans la recherche d'une autosuffisance alimentaire ainsi que la satisfaction des autres besoins notamment le dialogue.

**Soutenons** qu'il est plus que nécessaire aujourd'hui que les acteurs non étatiques, les représentants des organisations syndicales et les acteurs du secteur privé mettent sur pied un Forum Régional d'un dialogue citoyen franc, sincère et permanent.

**Fait à Kédougou le 22 juillet 09**

## *Déclaration du Forum de la Région de Matam*

---

Le forum régional de Matam, axé sur le renforcement du dialogue citoyen entre l'administration, les élus locaux et les ANE s'est tenu les 23 et 24 juillet 2009 à la Résidence du Fleuve sous la présidence de l'adjoint du Gouverneur chargé du développement Mr Abdoul Wahab Talla.

Le forum a vu la participation d'une centaine d'acteurs dont les élus locaux, les ANE, les représentants de l'administration et des personnes ressources.

A l'issue du forum, les participants ont approuvé la pertinence du thème ; et pour marquer leur adhésion à la dynamique enclenchée par la Plate Forme des ANE de Matam, ils ont :

### **Salué :**

L'implication de la plate forme des ANE de Matam dans la prévention des crises et la résolution des problèmes socio- économiques notamment sur la question des phosphates de Matam avec :

1. plaidoyer pour la mise en place d'un plan social minier ;
2. La préservation de la santé des populations et de l'environnement ;
3. Le recrutement et la capacitation des populations résidentes,

### **Recommandé :**

1. L'expérimentation généralisée du budget participatif dans les collectivités locales
2. Le Renforcement des capacités des élus surtout les nouveaux ;
3. La traduction simultanée des débats et des documents en langues locales ;
4. La mise en place de cadres d'élaboration de stratégies de prise en charge des préoccupations des différentes catégories socio- professionnelles (artisans, commerçants, pêcheurs, pasteurs, paysans, émigrés)

### **Se sont engagés :**

1. A mettre en place un comité d'initiative paritaire composé de représentants d'élus, de l'administration et des ANE pour étudier la mise en place du cadre de concertation inclusif, représentatif et participatif;
2. A mettre en place des mécanismes pour rendre ce cadre vivant et pérenne
3. A participer à la mobilisation des ressources nécessaires à son fonctionnement ;
4. A instaurer à terme un dialogue citoyen franc pour prendre en charge les préoccupations des populations ;

### **Donné mandat :**

À la plate forme des ANE de Matam d'assurer le suivi des décisions arrêtées dans la présente déclaration

**Fait à Matam le 24 juillet 2009**



Nous, acteurs non étatiques, élus locaux et administration déconcentrée de la région de Fatick, réunis sous la présidence de l'Adjoint au Gouverneur chargé des affaires administratives et en présence du vice-président du Conseil Régional, de Présidents de conseils ruraux, de responsables de services techniques/projets/programmes réunis pour le forum régional des acteurs non étatiques et des élus locaux pour le dialogue citoyen tenu à Fatick du 24 au 25 juillet 2009 à l'Hôtel de Région.

Après avoir bénéficié du soutien technique et financier de la Composante « Appui aux ANE » du PAPNBG ;

Après avoir écouté des communications introductives d'élus et de techniciens et échangé en ateliers sur des axes thématiques de dialogue, les cadres de concertations et les mécanismes de suivi et de pérennisation du dialogue dont les conclusions ont fait l'objet de discussions et de consensus entre les différents acteurs ;

**Formulons les recommandations suivantes :**

- Mettre en place des cadres fédérateurs à l'échelle des collectivités locales avec des plans d'action opérationnels tout en renforçant les cadres existants (prenant en compte les aspects de communication).
- Les acteurs (élus, société civile et Etat) s'efforcent à construire un grand espace de rencontre et de dialogue pour un développement durable, harmonieux et une solidarité agissante
- Débattre des thématiques plurielles (institutionnelles, économiques et sociales) centrées sur les besoins des différents acteurs à l'échelle des collectivités locales
- Renforcer les capacités des acteurs et de définir des stratégies d'autofinancement
- Mettre en place une base de données pour une bonne information sur les activités des acteurs et le suivi des activités du cadre.

**Fait à Fatick, le 25 Juillet 2009**

Le processus de la décentralisation traverse une crise marquée par l'insuffisance de dialogue et de concertation entre les différents acteurs que sont les collectivités locales, les administrés et les ANE.

Cette insuffisance de dialogue et de concertation renforcée par les appartenances politiques et la prolifération des cadres de concertation en sont les principaux facteurs bloquants. Dans le cadre du renforcement de la politique de décentralisation entreprise par l'Etat du Sénégal pour permettre à chaque collectivité locale de se prendre en charge dans les domaines qui lui sont attribués, il urge d'instaurer un dialogue constant et durable.

### **Axes et Thématiques du dialogue**

Le forum de la Région de Kaolack tenu les 27 et 28 juillet 2009 a fait ressortir trois axes de dialogue :

- Sur le plan institutionnel : la contractualisation et le renforcement des capacités dans le domaine de la formation et de l'assistance technique ;
- Sur le plan économique : le cofinancement des projets de développement ;
- Sur le plan social : dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la communication par des campagnes de formation et de sensibilisation.

### **Cadre du dialogue**

Outre ces axes de dialogue existants, le Forum a identifié quatorze (14) cadres entre autres existants au niveau local, départemental et régional, ce qui a suscité la nécessité de mettre en place un cadre fédérateur, apolitique, multisectoriel, dynamique et ayant des démembrements à tous les niveaux dénommés Fédération des Initiatives Locales (FIL).

Ce cadre fédérateur aura pour mandat de prendre en charge les préoccupations des populations à la base par la coordination des actions de développement.

Mécanismes de suivi

Le Forum a prévu des mécanismes de suivi évaluation du dialogue par la contractualisation, l'identification du niveau d'implication des acteurs et l'existence des programmes en cours.

Un comité de suivi sera mis en place et se fixera une périodicité pour la collecte de ces différentes données. Des systèmes de suivi évaluation d'appropriation et d'audits internes seront mis en place pour assurer la pérennisation du cadre.

### **RECOMMANDATIONS :**

1. Mise en place à tous les échelons d'un cadre fédérateur de concertation ;
2. Rendre fonctionnel le cadre en définissant les règles de fonctionnement partagées par les ANE, les Acteurs Etatiques et les Collectivités Locales ;
3. Renforcer les capacités des ANE, des Acteurs Etatiques, des Collectivités Locales pour assurer un engagement dans le processus de prise de décision ;

4. Elaborer et mettre en œuvre une politique de collaboration des ANE, des Acteurs Etatiques et des Elus Locaux ;
5. Assurer le suivi des activités par des réunions régulières, par la collecte et l'élaboration de rapports.

**Fait à Kaolack le 28 juillet 2009**

## *Déclaration du Forum de la Région de Ziguinchor*

---

Nous, Participants au Forum de la Région de Ziguinchor, tenu les 27 et 28 juillet 2009 à l'Hôtel Kadiandoumagne, Représentant les Elus locaux, les Acteurs non étatiques et l'Administration.

### **Nous engageons à :**

- Favoriser et rendre plus effectifs le dialogue et la participation citoyenne dans la gestion des affaires publiques,
- Appliquer les règles d'une gestion transparente,
- Encourager la mise en œuvre du principe de redevabilité à travers des mécanismes conjoints d'évaluation.

### **Nous exhortons :**

#### **I) Les Collectivités Locales à :**

- Renforcer les concertations avec les acteurs non étatiques à travers des cadres appropriés et dynamiques,
- Adopter le budget participatif,
- Améliorer la collaboration avec les acteurs de développement intervenant localement.

#### **II) Les acteurs non étatiques à :**

- Accompagner les élus à assumer leur mission de service public (dans la mobilisation des ressources financières et humaines notamment),
- Participer au renforcement des capacités des élus et des communautés de base,
- Inscrire leurs actions dans les plans locaux de développement.

#### **III) L'Administration à :**

- Appuyer la libre administration des collectivités locales,
- Assurer un appui technique aux collectivités locales

**Nous lançons** un appel solennel à l'ensemble des acteurs en vue de ratifier la présente déclaration et à la traduire en actes concrets

**Fait à Ziguinchor le 28 juillet 2009**